

NEW YORK, Etats-Unis, 22 septembre (Infosplusgabon) - Soulignant les dangers posés par le terrorisme dans la région du Sahel sub-saharien en Afrique, les dirigeants africains sont montés au créneau de l'Assemblée générale des Nations Unies, jeudi, pour faire appel à des ressources nécessaires pour mettre en place la force multinationale afin que le combat contre le fléau soit pleinement opérationnel.

"En raison de la gravité de la situation, nous devons profiter du rapport de suivi du Secrétaire général pour renforcer le mandat de la force multinationale conjointe en lui fournissant les ressources dont il a besoin pour réussir dans sa mission", a déclaré, Roch Marc Christian Kaboré, président du Burkina Faso, selon un communiqué de l'ONU.

En juin, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé la formation de la force conjointe G5 Sahel, comprenant le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger, pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé transnational dans la région agitée.

"L'un des principaux défis est la mobilisation des ressources", a-t-il déclaré, notant que les régions du nord de son propre pays et du Mali voisin ont été touchées par le terrorisme et l'extrémisme et ont besoin d'un programme d'investissement urgent pour atténuer la vulnérabilité des personnes vivant là-bas, surtout les femmes et les jeunes.

"La lutte contre le terrorisme ne peut réussir que si elle repose non seulement sur une approche sous-régionale, mais aussi sur la dynamique du développement économique pour les zones les plus vulnérables", a-t-il expliqué.

Le président du Gabon, Ali Bongo Ondimba a salué la création de la force du G5 du Sahel. "Il s'agit d'une bataille multidimensionnelle à long terme qui exige une coopération inter-étatique et une solidarité avec les victimes des atrocités", a-t-il déclaré à l'Assemblée.

Son propre pays fait partie d'une initiative sous-régionale antiterroriste des Etats de l'Afrique centrale «pour combattre l'hydre terroriste sous toutes ses formes et quelle que soit sa motivation».

Il a souligné qu'une réponse militaire devait être accompagnée d'autres mesures, y compris des mesures visant à réduire les fonds alloués aux organisations criminelles.

M. Ondimba a également appelé à une action déterminée contre le braconnage qui décime la faune et la flore de l'Afrique et ses ressources naturelles.

Le président des Comores, Azali Assoumani, a appelé le terrorisme "une négation absolue de ce qui est humain [qui] est devenu un fléau que nous condamnons et contre lequel nous devons nous battre sans pitié et à l'échelle planétaire avec toutes nos forces".

Décriant l'association du terrorisme avec l'islam, il a déclaré qu'il n'y avait pas de terrorisme islamique, tout comme il n'y a pas de terrorisme chrétien ou juif. "Les terroristes sont simplement des barbares", a-t-il souligné.

"Nous condamnons sans réserve les atrocités perpétrées contre les minorités et les communautés, hier en Bosnie-Herzégovine et aujourd'hui en Birmanie (Myanmar) contre les Rohingyas et d'autres minorités où qu'elles soient, dont la victimisation inhumaine et sauvage est d'autant plus choquante que son extrême violence est dirigée vers le nettoyage ethnique de ceux qui ont le moins de ressources.

«J'ose espérer que notre Organisation saura défendre les droits les plus élémentaires des opprimés, quelle qu'en soit l'origine, la race, le sexe ou la conviction», a-t-il ajouté.

Les dirigeants ont également abordé une foule de problèmes mondiaux, du changement climatique au programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et de la nécessité d'élargir le Conseil de sécurité de 15 membres de l'ONU avec une

représentation permanente de l'Afrique pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) qui cherchent à déplacer des centaines de millions de personnes hors de la pauvreté, de la faim et des maladies sociales d'ici 2030.

Le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, de la Guinée équatoriale, a déclaré que son propre pays a subi le terrorisme, la piraterie et les tentatives d'attaques de l'extérieur visant à porter atteinte à son «système de gouvernement pacifique et démocratique, perturber la paix et susciter des révoltes au profit des aventuriers qui cherchent de la fortune».

Cela a conduit à des accusations injustes et gratuites contre les dirigeants du pays.

Il a cité toute une litanie d'obstacles du terrorisme international, de l'extrémisme, de la xénophobie et de la traite des êtres humains à la piraterie, aux attaques mercenaires, aux crimes transfrontaliers et à la crise économique dont est confrontée le monde entier.

«Tous ces phénomènes rendent nécessaire de réveiller une plus grande conscience parmi les nations et de promouvoir une coopération inter-étatique plus directe, ainsi que d'entreprendre une action dynamique et coordonnée de toutes les nations en solidarité», a-t-il déclaré.

FIN/INFOSPLUSGABON/MOI/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon